



Communiqué de presse :

**Rassemblement de soutien au peuple Grec
Jeudi 2 juillet à 18H00
Place de la République au Mans**

Les Unions Départementales CGT, FSU et Solidaires appellent les salarié(e)s, retraité(e)s et privé(e)s d'emplois, à participer au rassemblement de soutien au peuple grec et au respect de sa souveraineté le jeudi 2 juillet à 18H00.

La Grèce est aujourd'hui dans une situation catastrophique, parce qu'elle a été un des laboratoires de l'application des politiques d'austérité imposées par le FMI, la Commission Européenne et la Banque centrale.

Vendredi dernier, ces mêmes institutions sont restées intransigeantes dans les négociations: application des politiques néolibérales ou rien. Le gouvernement grec ayant décidé de soumettre le projet d'accord au vote, l'Eurogroupe a réagi immédiatement en coupant les vivres le 30 juin, qualifiant le référendum grec de " coup de force " et en excluant le ministre grec des finances de la réunion !

Les masques sont tombés. Les dirigeants européens sont prêts à tout, y compris au mépris de l'expression populaire, pour empêcher la mise en place d'autres politiques que celle de l'austérité.

Les forces syndicales qui mènent la lutte contre l'instauration de politiques libérales qui remettent en cause les droits sociaux, détricotent les droits du travail et privilégient la finance au détriment des salariés et des privés d'emploi, ne peuvent rester passives.

Manifester notre soutien au peuple grec qui s'est clairement prononcé le 25 janvier dernier pour refuser l'étranglement des politiques d'austérité, c'est refuser un nouveau déni de démocratie en Europe après ceux rejetant le vote contre le projet de traité constitutionnel européen en France en Irlande et aux Pays Bas.

Mais c'est aussi vital pour le mouvement syndical qui se bat pour couper le cou aux matraquages idéologiques, sans fondements, laissant entendre qu'il n'y a pas d'autres choix possibles, en France comme partout en Europe.

Les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires appellent l'ensemble des forces syndicales, sociales, associatives... à se joindre à cet appel